

## Les choix lexicaux de Gérard Longuet

Gérard Longuet est réputé pour avoir le verbe parfois leste, au point de commettre des dérapages. Amoureux de la langue française, son verbe est néanmoins le plus souvent choisi avec soin, usant avec délectation de la richesse lexicale à sa disposition. N'hésitant pas à se distinguer dans sa défense de Fillon, en qualifiant le recours aux emplois familiaux présumés fictifs de « fautes de goût ». Longuet se fait plus direct dès qu'il s'agit d'évoquer les soutiens de Macron, « des ringards, des recalés du suffrage universel », assassine-t-il, visant en particulier Corinne Lepage. Avant de cibler Masseret : « Soutien de Macron ? Un gag, lui qui s'est maintenu aux régionales au risque de faire passer le FN. Un règlement de comptes avec le PS. »



L'art de la rhétorique au service de la politique! Photo ER



Le truisme de Thierry Mandon.

« Dans quelques semaines, nous laisserons la place à ceux qui vont nous succéder »

**Thierry Mandon** Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur, soutien de Hamon, intégrant déjà la défaite.

## LORRAINE >

### Masseret dans le collimateur d'Anticor



Le dernier rapport de la Cour des comptes accablait la gestion de Jean-Pierre Masseret. Photo d'archives Alexandre MARCHI

Publiée dans nos colonnes, la conclusion du rapport de la Cour des comptes qui épingle l'ancien président de la Région lorraine, Jean-Pierre Masseret, n'a pas laissé indifférent l'association de lutte contre la corruption Anticor. Son représentant en Lorraine vient en effet d'envoyer un courrier à la juridiction interrégionale spécialisée (Jirs) de Nancy pour qu'elle ouvre une enquête pénale dans cette affaire.

« Nous nous étonnons qu'il ait fallu ce contrôle a posteriori de la ges-

tion de la région, pour prendre conscience qu'il y avait des choses qui n'allaient pas. Il est fait écho dans le rapport et sous réserve que cela soit exact, de primes et indemnités fictives ou non renseignées, ce qui est grave. Nous pensons à Anticor que cela relève du pénal », écrit, notamment le représentant de l'association.

Reste maintenant à savoir si la Jirs dont l'objectif est de lutter contre les trafics mafieux et l'économie souterraine donnera suite.

## NANCY > Réunion publique

# La (vraie) candidate anti-système

Nathalie Arthaud ne veut pas être présidente mais elle veut renverser le système. Des dizaines de personnes ont assisté au meeting de Lutte ouvrière, « le seul parti qui défend les intérêts des travailleurs ».

L'ennemi de Nathalie Arthaud, ce n'est pas que la finance. C'est le grand capital. Son programme, c'est celui de Lutte Ouvrière depuis toujours : « faire payer les grandes familles bourgeoises qui se sont enrichies sur le dos de générations de travailleurs », « interdire les licenciements à commencer par les grands groupes qui font des bénéfices » et donner aux travailleurs un droit de contrôle sur les comptes des grands groupes. « On nous explique que les caisses sont vides. Qu'on nous laisse regarder ! »

Nathalie Arthaud qui se définit comme « la seule candidate du camp des travailleurs » qu'elle place « au-dessus des dividendes et des parachutes dorés » était de passage à Nancy où des dizaines de personnes ont assisté à sa rencontre publique, au centre Prouvé « J'assume être candidate et ne pas vouloir être présidente. Ce système, je veux le



Des dizaines de personnes ont assisté à la rencontre publique de Nathalie Arthaud, à Nancy. Photo Alexandre MARCHI

renverser à la différence des autres candidats qui raisonnent dans le cadre de ce grand système capitaliste », explique Nathalie Arthaud avant le meeting. « Aucun d'entre eux n'envisage de faire payer le patronat pour l'amélioration du sort des travailleurs, dont les conditions se détériorent alors que la grande bourgeoisie prospère ». Pour elle, l'interdiction de licenciement s'impose pour « arrêter l'hémorragie de ces grands groupes qui sont les plus grands fabricants de chômeurs et

où les cadences se sont intensifiées. Il faut répartir le travail pour soulager les travailleurs à qui on demande toujours plus. Ce qui est vrai pour le privé l'est davantage pour le service public ».

« Il n'y a pas de raison de laisser le monopole du débat à la grande bourgeoisie », explique Nathalie Arthaud quand on lui demande pourquoi elle participe à des élections qu'elle considère comme une « comédie électorale ».

S. L.

## LES COULISSE DE LA POLITIQUE

### Furieux

Le député PS de Meurthe-et-Moselle, Jean-Yves Le Déaut est « furieux ». Il ne décolère pas contre l'accord Hamon-Jadot « qui militent pour la fermeture de Bure. Qu'on soit pour ou contre le nucléaire, il faut bien traiter les déchets. Leur accord raye d'un trait de plume 25 ans de travail, les votes au Parlement », s'agace le spécialiste des questions scientifiques.

### Candidature

Et une candidature de plus sur la 1<sup>re</sup> circonscription de Meurthe-et-Moselle : celle d'Annabelle Ferry, qui concourt sous les couleurs de Génération Citoyens, de Cavada, qui a lui-même rallié Macron. Annabelle Ferry a été pendant plusieurs années très en cour au parti radical, dont elle fut la présidente nationale des jeunes. Parti qu'elle avait quitté avant d'y revenir, plus de le re-quitte. Elle se déclare « libre et indépendante ». Mais on murmure que d'aucuns s'activeraient en coulisse pour l'inciter à renoncer à ajouter à la concurrence déjà vive sur la circonscription sur fond de rivalité entre le candidat officiellement investi, Mostafa Fourar, adjoint à l'éducation de Laurent Hénart, et Eric Pensalfini, maire LR de Saint-Max, soutenu par Nadine Morano. Pensalfini lancera sa campagne le 12 mars.



Annabelle Ferry. Photo ER

### De Rugy

Il n'avait pas fait pâle figure aux débats de la primaire de gauche. Mais fâché de ne pas avoir été contacté par Hamon, François de Rugy, député écologiste nantais (terres de Jean-Marc Ayrault) a rallié Macron. Et viendra causer en son nom mardi à Nancy (19 h salle Gentilly).

### Ubiquité

C'est le quotidien La Provence qui soulève le lièvre : le directeur de cabinet adjoint de Christian Estrosi à la région Paca (dont il gère la communication) est aussi assistant parlementaire de Luc Chatel, député de Haute-Marne. Belle performance : 600 km séparent les deux employeurs de ce conseiller au don d'ubiquité remarquable, Vincent Parra. Qui s'explique : « Quand j'ai

décidé de rejoindre l'équipe de Christian Estrosi, il y a moins d'un an, j'exerçais une activité de conseil auprès de Luc Chatel qu'il a souhaité conserver. C'est un contrat mensuel de 21 h payé quelques centaines d'euros » pour rédiger des notes d'actualités « dans le cadre d'interviews média de Luc Chatel ou à lui caler des déjeuners avec des journalistes ».

### Le maire de Lucey donne sa signature à Alain Juppé

Les premiers parrainages pour soutenir la candidature d'Alain Juppé sont parvenus vendredi au Conseil constitutionnel. François Forain, maire de Lucey, commune des Côtes de Toul, a envoyé le sien le même jour. Situé à droite sur l'échiquier politique mais sans plus adhérer à aucun parti, il explique que le 1<sup>er</sup> magistrat de Bordeaux avait ses préférences dès le début. « Cependant, je m'étais fait au candidat Fillon », assure-t-il. Exaspéré par les affaires qui l'éclaboussent aujourd'hui et surtout par « sa défense maladroite, le fait qu'il ne fasse pas ce qu'il dit », il a décidé de soutenir ouvertement son challenger à la primaire. Une initiative engagée à titre personnelle, s'empresse-t-il d'ajouter : François Forain est également responsable des maires du Toulousain.